

**Intégrer le climat à la stratégie des entreprises:
Quelles réponses à l'article 173?
Quelles opportunités?**

Point de vue sur la mise en œuvre de l'article 173

Sommaire

Edito	3
Executive summary	6
Plus d'un tiers des entreprises du panel ne reportent pas encore sur les postes significatifs du Scope 3	8
Le risque climat est identifié mais son analyse manque encore de précision	9
Les instances de gouvernance de plus en plus interpellées sur le sujet	10
Des objectifs alignés, ou en passe de l'être, sur un scénario 2°C pour la moitié du panel	11
Le climat est mis en avant comme une opportunité de croissance dans une majorité des cas	12
Synthèse sectorielle	14
Se conformer à l'article 173 et adopter une stratégie climat : les questions à se poser	16
Eléments méthodologiques	18





Edito

« L'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) élargit les obligations des sociétés en matière de reporting climat. En renforçant les exigences de transparence sur les risques et opportunités liées au changement climatique, ce texte incite les entreprises à adapter leur stratégie en cohérence avec un scénario 2°C.

Au-delà de la conformité réglementaire, cet exercice a ainsi été l'occasion pour de nombreux acteurs de s'interroger sur la robustesse de leur business model face aux impacts du changement climatique : quels sont les maillons de la chaîne de valeur les plus exposés ? Quels sont les risques, mais aussi les opportunités, en terme d'approvisionnement, de production, de positionnement marché, d'investissement ? Comment piloter la transition énergie-climat de l'entreprise ? Comment optimiser le financement des projets bas carbone ?

Ce rapport dresse un état des lieux du premier exercice d'application de l'article 173 qui, par son caractère pionnier au niveau international, met en lumière les performances des entreprises françaises. »



Alexis Gazzo
Associé
EY Sustainable Performance
& Transformation



Julien Perez
Senior manager
EY Sustainable Performance
& Transformation

L'étude menée est basée sur 5 critères clés

Application de l'Article 173

1. L'extension du reporting climat aux postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre du Scope 3
2. L'identification des risques liés au climat dans le chapitre dédié aux risques du document de référence
3. La mention, dans le rapport du Président du Conseil d'administration, de la manière dont les risques liés au climat sont gérés par l'entreprise

Pour aller plus loin...

4. L'alignement des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif 2°C, au delà de l'obligation réglementaire
5. La capacité de l'entreprise à mettre en avant l'enjeu climat comme opportunité de marché, au delà de l'obligation réglementaire

Cette étude couvre 40 entreprises du SBF 120, dans 8 secteurs face à ces 5 critères clés et livre une analyse sectorielle croisée, ainsi que, lorsque cela s'avérait pertinent, une analyse de l'évolution entre 2015 et 2016.

Les secteurs sont évalués de la manière suivante :



Secteurs leaders

Entre 4 et 5 entreprises par secteur du panel répondent à ce critère



Secteurs engagés

Entre 2 et 3 entreprises par secteur du panel répondent à ce critère



Secteurs en démarrage

Entre 0 et 1 entreprise par secteur du panel répond à ce critère

Executive Summary

Les entreprises s'approprient progressivement l'enjeu climat, quelques leaders ont aligné leur stratégie sur un scénario 2°C

1 - Extension du reporting climat

Une progression a été constatée par rapport à l'exercice 2015. Toutefois, un peu moins de la moitié des entreprises ne ciblent pas encore les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre sur leur chaîne de valeur.

2 - Identification des risques liés au climat

Le risque climat est identifié par la plupart des entreprises du panel comme un risque majeur, et ce avant la promulgation de l'article 173. Cette prise de conscience n'est pas toujours accompagnée de mesures de maîtrise du risque.

3 - Appropriation du sujet par la gouvernance

Une progression a été constatée par rapport à l'exercice 2015. Les rapports du président mentionnent généralement le changement climatique comme un enjeu stratégique, sans que les conséquences pour la stratégie de l'entreprise soient systématiquement précisées.

4 - Alignement avec une trajectoire 2°C

Une part importante des entreprises a d'ores et déjà des objectifs chiffrés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, bien qu'une minorité d'entre-elles s'alignent avec l'objectif 2°C. Une progression est attendue pour le prochain exercice de reporting.

5 - Identification d'opportunités liées au climat

La gestion des risques et l'identification d'opportunités business liées au changement climatique est un pas encore réservé aux leaders sectoriels

20% des entreprises ont un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre aligné sur un scénario 2°C

Les risques liés au climat sont identifiés et adressés partiellement

Les entreprises ont majoritairement intégré le climat comme un facteur de risque (72% du panel) :

- 90% des entreprises publient un scope 1 + 2
- 62% publient un scope 3
- 70% ont mis en place des objectifs quantitatifs

Toutefois, ces chiffres masquent une réalité dans la qualité des informations traitées: les postes d'émissions de gaz à effet de serre identifiés sur la chaîne de valeur ne sont pas toujours les plus pertinents, que ce soit au regard de leur contribution à la facture climatique globale de la chaîne de valeur, ou de leur exposition à des risques de transition, de régulation ou d'adaptation aux impacts du changement climatique. L'appropriation progressive des obligations réglementaires de l'article 173, qui invite les entreprises à s'interroger sur les postes significatifs d'émissions et les risques financiers associés, devrait permettre de progressivement faire évoluer les pratiques.

De plus, seul 20% des entreprises ont mis en place un objectif qu'elles jugent compatibles avec un scénario 2°C, démontrant que la plupart n'ont pas encore remonté le sujet à un niveau de stratégie de long terme. Cette tendance devrait toutefois s'améliorer dans les années à venir, 32% des entreprises du panel affichant une volonté d'établir un objectif climat compatible avec un scénario 2°C

Si les entreprises ont démontré une certaine maîtrise de leurs émissions directes, l'intégration pertinente de leurs émissions indirectes et induites, et la compatibilité de leur business model à un scénario 2°C, peuvent encore progresser. Pour autant, les entreprises ayant conduit l'exercice jusqu'au bout semblent voir un intérêt stratégique différenciateur majeur.

68% des objectifs fixés par le panel sont des objectifs en intensité et 48% sont projetés à plus de 10 ans

La moitié des entreprises justifient leur approche du risque climat et seulement un quart précise de manière détaillée leurs risques.

Faiblement émetteur mais fortement contributeur:

Deux tiers des entreprises émettant moins de 100 000 tégCO2 font état d'un scope 3 dix fois supérieur

Calculer ses émissions de GES, une approche adaptée par secteur

62% des entreprises du panel publient les postes significatifs du scope 3 pertinent. Cependant, les postes identifiés sont fortement hétérogènes. Cela est dû au besoin systématique d'adapter la démarche à l'activité de l'entreprise. Ci-dessous, une synthèse des postes d'émissions de gaz à effet de serre principaux reportés par secteur :

- Energie et utilities



Utilisation des produits, achats, transport amont, déchets et énergies (hors scope 1 & 2)

- Industrie intensive



Achats, déchets, transport aval et process de produits semi-finis

- Immobilier et construction



Achats, transport aval, énergies (hors scope 1 & 2), déchets et actifs loués

- Agro-alimentaire



Achats, transport amont et aval, utilisation et fin de vie des produits

- Santé et cosmétique



Achats, transport aval, déchets, utilisation des produits

- Distribution et grande consommation



Achats, transport amont et aval

- Aéronautique et rail



Achats, usage et fin de vie des produits, énergie (hors scope 1&2)

- Automobile



Achats, utilisation des produits, franchises

Seul 16% des entreprises mentionnent l'incertitude des données de manière qualitative ou quantitative

Plus de la moitié des entreprises du panel utilisent le GHG Protocol pour calculer leur émissions de GES et un quart utilise l'approche market-based pour calculer les émissions de GES de son scope 3

Les instances de gouvernance ont intégré le risque climat de manière très inégale

65% des dirigeants soulignent l'importance du risque climat, sans pour autant définir systématiquement une stratégie claire et comparable à un scénario 2°C. Il convient de noter l'effet « article 173 » et « COP21 », 50% des entreprises ayant intégré cet élément depuis 2016.

71% des entreprises qui ne mentionnent pas la gestion du risque climat dans le rapport du Président du Conseil d'administration émettent directement moins de 100 000 t_{éq}CO₂

Aller au-delà de la gestion des risques et identifier des opportunités business, un pas encore réservé aux leader sectoriels

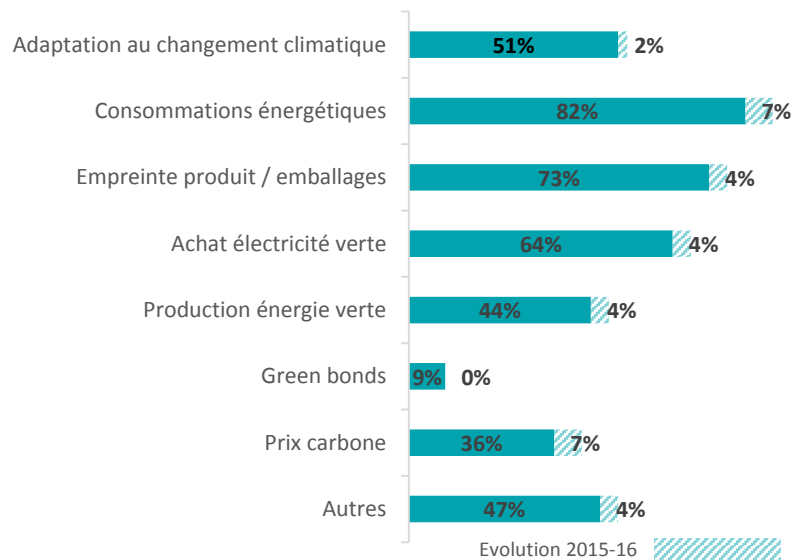
Plus de la moitié (55%) des entreprises soulignent l'avantage climatique de leurs solutions « bas carbone ». Les secteurs de l'automobile et de l'immobilier et construction, ainsi que le secteur énergie & utilities sont leaders dans le domaine, intègrent les avantages climatiques compétitifs de leurs solutions et produits pour accompagner la transition vers une économie plus sobre en carbone

Les autres secteurs ont une approche plus limitée et hétérogène sur ce sujet.

100% des entreprises ont pris l'engagement de réduire leur empreinte carbone

Toutes les entreprises du panel s'engagent à réduire leur émissions de gaz à effet de serre. Les actions sont axées, dans plus de 75% des cas, sur la réduction des consommations énergétiques et la réduction de l'empreinte produit. Il est à noter que l'usage des greenbonds (obligations vertes) et d'un prix interne du carbone est mis en avant par un nombre croissant d'entreprises.

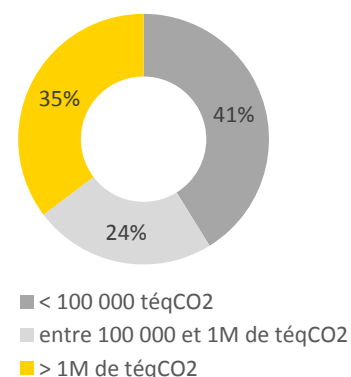
Répartition des actions liées à une stratégie climat (% des entreprises du panel présentant cette action)



Le prix interne du carbone plébiscité par 43% des entreprises

Le prix interne du carbone est utilisé par près de la moitié des entreprises du panel, répartis selon les secteurs et les niveaux d'émission. Le prix interne considéré varie entre 15 et 75€/t_{éq}CO₂, avec une moyenne à 37 €/t_{éq}CO₂. Le prix du carbone est principalement utilisé pour guider les investissements. D'autres stratégies émergent, notamment l'intégration de ce prix aux OPEX, mais restent marginales pour le moment

Répartition des entreprises ayant un prix carbone interne basé sur les émissions de gaz à effet de serre directes



1

Plus d'un tiers des entreprises du panel ne reportent pas encore sur les postes significatifs du Scope 3

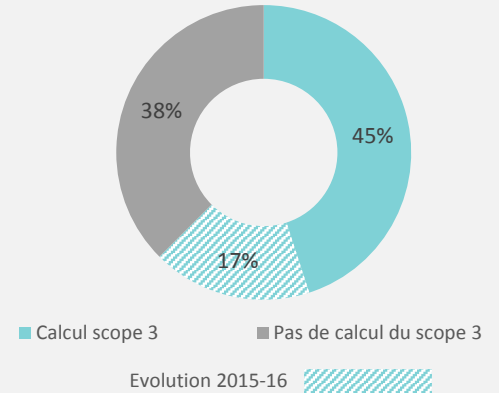
62% des entreprises calculent les émissions de gaz à effet de serre du scope 3 et 17% des entreprises analysées réalisent l'exercice depuis l'entrée en vigueur de l'article 173.

Plus de la moitié des entreprises du panel utilisent le GHG Protocol pour calculer leurs émissions de GES et 1/4 utilise l'approche market-based (utilisation des facteurs d'émissions du fournisseur) pour calculer les émissions de GES du scope 2.

Seul 16% des entreprises mentionnent l'incertitude des données de manière qualitative ou quantitative.

2/3 des entreprises émettant moins de 100 000 t_{éq}CO₂ font état d'un scope 3 dix fois supérieur.

Répartition des entreprises prenant en compte les émissions de GES du Scope 3



Secteurs leaders

Ces secteurs communiquent sur les émissions de gaz à effet de serre du scope 3

- Distribution et grande consommation
- Immobilier & Construction
- Energie et utilities
- Santé et cosmétique

Secteurs engagés

Ces secteurs communiquent partiellement sur les émissions de gaz à effet de serre du scope 3

- Industries intensives
- Agroalimentaire
- Automobile

Secteurs en démarrage

Ces secteurs communiquent peu ou de façon inadéquate sur les émissions de gaz à effet de serre du scope 3

- Aéronautique et rail

+ Progression 2015-2016

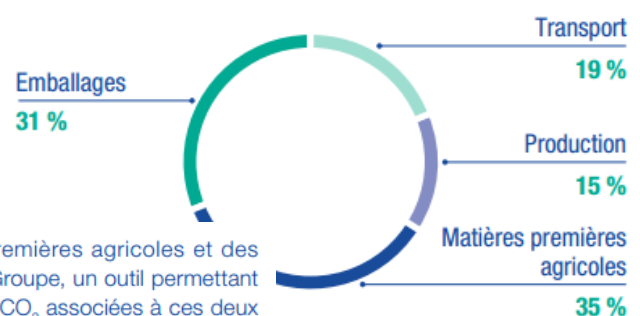
Exemple: Pernod Ricard

Pernod Ricard a évalué ses émissions de GES scope 1, 2 et 3 en 2013 et a identifié les postes prioritaires.

Grâce à cette priorisation, le Groupe a développé un outil de reporting annuel sur les postes majeurs et déployé des actions adaptées.

Au vu de l'importance des matières premières agricoles et des emballages sur l'empreinte carbone du Groupe, un outil permettant d'évaluer annuellement les émissions de CO₂ associées à ces deux étapes de la chaîne de production a été développé cette année afin d'assurer un suivi régulier de ces émissions et d'identifier d'éventuelles opportunités de réduction de celles-ci.

Empreinte carbone liée aux émissions directes et indirectes sur l'ensemble de la chaîne de production



Le risque climat est identifié mais son analyse manque encore de précision

2

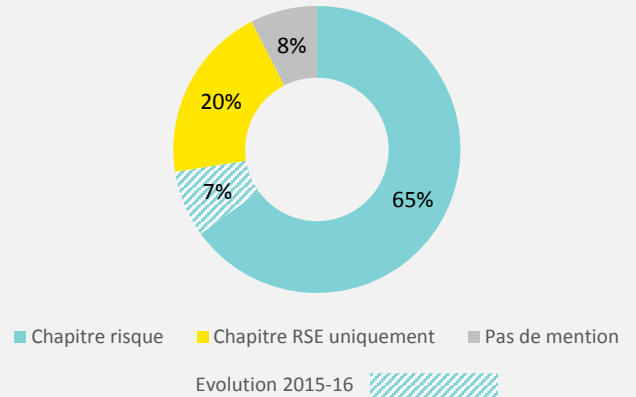
72% des entreprises mentionnent le risque climat au sein du chapitre risque du document de référence (la majorité le faisait déjà en 2015).

La moitié des entreprises ont conduit une analyse de leur risque climat et seulement 1/4 précise de manière détaillée leurs risques.

90% des entreprises ne mentionnant pas le risque climat au sein du chapitre risque du document de référence émettent directement moins de 100 000 t_{éq}CO₂.

Toutefois, cette identification du risque qui se généralise ne s'accompagne pas systématiquement de plans d'actions clairs permettant de maîtriser le risque.

Répartition des entreprises ayant mentionné le risque climat dans le document de référence



Secteurs leaders

Ces secteurs ont intégré le risque climat dans leur gestion des risques

- + Distribution et grande consommation
- + Automobile
- + Industries intensives
- + Aéronautique et rail
- + Energie et utilities

Secteurs engagés

L'intégration du risque climat dans les risques de l'entreprise n'est pas systématique

- Immobilier & Construction
- Santé et cosmétique
- Agroalimentaire

+ Progression 2015-2016

Exemple: Accor

Accor présente une analyse détaillée de ses risques liés au changement climatique reprenant 9 risques, évalués en fonction de :

- l'exposition du Groupe à ce risque et ses conséquences potentielles
- l'horizon de temps et l'importance de l'impact financier.

RISQUES LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Risques liés aux changements climatiques auxquels AccorHotels est exposé	Exposition au risque	Conséquences sur les activités de AccorHotels	Horizon de temps *	Impact financier **
Disponibilité des ressources énergétiques	Diminution des réserves en ressources naturelles rares.	Hausse des coûts structurels.	Court	+++
Normes et réglementations	Pression croissante sur la performance énergétique / carbone des bâtiments / développement de taxes.	Hausse des coûts, sanctions financières en cas de non-conformité, atteinte à la marque, image.	Court / Moyen	+++
Événements météorologiques extrêmes / Catastrophes naturelles	Augmentation de la fréquence et de l'intensité de ces événements (sécheresses, pluies de plus en plus irrégulières, inondations, cyclones plus fréquents, etc.).	Destruction partielle ou totale des actifs et interruption de l'activité. Baisse de l'attractivité de certaines destinations, perte de revenus. Menace la sécurité des clients et collaborateurs. Hausse des coûts d'assurance.	Moyen	+++

Chapitre 7, « Informations complémentaires », page 344 du document de référence Accor 2016

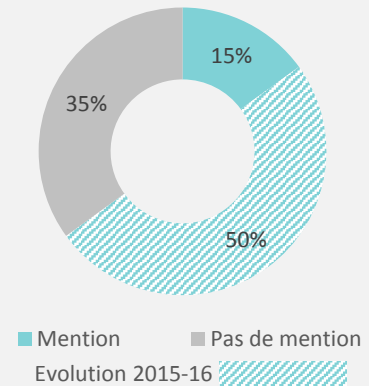
Les instances de gouvernance de plus en plus interpellées sur le sujet

65% des Rapports du Président soulignent l'importance du risque climat pour leur entreprise.

En 2015, 15% des Conseils d'Administration des entreprises du panel avaient anticipé la réglementation et avaient déjà accès à cette information.

71% des entreprises qui ne mentionnent pas la gestion du risque climat dans le rapport du Président émettent directement moins de 100 000 t_{éq}CO₂.

Répartition des entreprises ayant mentionné le risque climat dans le rapport du Président du Conseil d'administration



Secteurs leaders

Les instances de gouvernance de ces secteurs soulignent le risque climat

- + Automobile
- + Energie et utilities
- + Industries intensives

Secteurs engagés

Les instances de gouvernance de ces secteurs montrent une sensibilité hétérogène au risque climat

- + Santé et cosmétique
- + Aéronautique et rail
- + Immobilier & Construction
- + Distribution et grande consommation

Secteurs en démarrage

Ce secteur n'a pas encore pleinement intégré le risque climat

- + Agroalimentaire

+ Progression 2015-2016



Exemple : Plastic Omnium

Plastic Omnium a intégré un chapitre dédié aux risques financiers liés aux effets du changement climatique au sein du rapport du président du Conseil d'Administration.

Ce chapitre présente les risques liés au secteur automobile et à ses sites identifiés. Le Groupe précise que les risques et les enjeux climat ne sont pas significatifs et sont plutôt perçus comme des opportunités.

Enfin, le paragraphe renvoie vers la stratégie carbone développée par le Groupe en réponse à ces pressions.

Chapitre 2, « Gouvernemen t d'entreprise », page 39 du document de référence Plastic Omnium 2016

2.1.3 Risques financiers liés aux effets du changement climatique

Les constructeurs automobiles se sont engagés depuis de nombreuses années dans des plans visant à réduire de manière continue les émissions de gaz à effet de serre pour les nouveaux véhicules mis sur le marché. Cette évolution a été très tôt anticipée par la Compagnie Plastic Omnium qui en a fait depuis plusieurs années un axe essentiel de sa stratégie en Recherche et Développement. Cette stratégie s'est traduite par de multiples innovations et un savoir-faire éprouvé (allègement du véhicule, amélioration de l'aérodynamisme, systèmes à carburants adaptés aux contraintes des véhicules à propulsion hybride...) qui permettent à la Compagnie Plastic Omnium d'apporter aux constructeurs des produits et fonctions qui contribuent directement à leurs objectifs de réduction des émissions. Ces produits innovants ont constitué un des axes majeurs de la croissance de l'activité de la Compagnie Plastic Omnium au cours des derniers exercices et contribué à ses performances financières. Dans ce contexte, la Compagnie Plastic Omnium considère que les évolutions de ses marchés liées à la stratégie bas-carbone de la filière automobile n'engendrent pas de risque financier significatif. Au contraire, fort des succès obtenus au cours des dernières années, la Compagnie Plastic Omnium est en capacité d'intensifier ses efforts en innovation dans ces mêmes domaines qui devraient continuer à constituer un des principaux leviers pour atteindre les objectifs de forte croissance annoncés pour les prochaines années.

Pour ce qui concerne ses activités, comme décrit dans le chapitre 3 (Développement Durable) de ce document, la Compagnie Plastic Omnium dans le cadre de sa stratégie bas-carbone va poursuivre le développement de son programme Top Planet lancé dès 2007 et qui vise principalement à réduire ses consommations d'énergies. Le développement de ce programme doit se traduire, au cours des prochaines années, par une mise en œuvre généralisée de bonnes pratiques dans l'ensemble de ses activités et par des investissements offrant un retour sur investissement rapide compte tenu des économies d'énergies générées. À ce titre, la Compagnie Plastic Omnium considère ne pas être exposée à des risques financiers significatifs.

Enfin, la Compagnie Plastic Omnium considère qu'elle n'est pas exposée à des risques financiers significatifs qui résulteraient d'impacts physiques sur ses installations en raison du changement climatique.

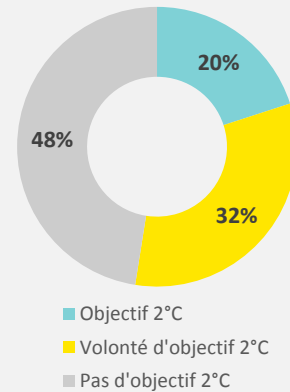
Des objectifs alignés, ou en passe de l'être, sur un scénario 2°C pour la moitié du panel

70% des entreprises ont un objectif quantitatif et 20% ont des objectifs jugés compatibles avec un scénario 2°C.

A terme, 52% des entreprises affichent une volonté d'aligner leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre sur un scénario 2°C.

68% des objectifs fixés sont en intensité et 48% sont projetés à plus de 10 ans.

Répartition des entreprises du panel ayant mis en place un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre aligné sur le scénario 2°C



Secteurs engagés

Ces secteurs ont des objectifs visant en partie un scénario 2°C

- Energie et utilities
- Distribution et grande consommation

Secteurs en démarrage

Ces secteurs n'ont pas pris en compte le scénario 2°C

- Aéronautique et rail
- Santé et cosmétique
- Automobile
- Agroalimentaire
- Industries intensives
- Immobilier & Construction

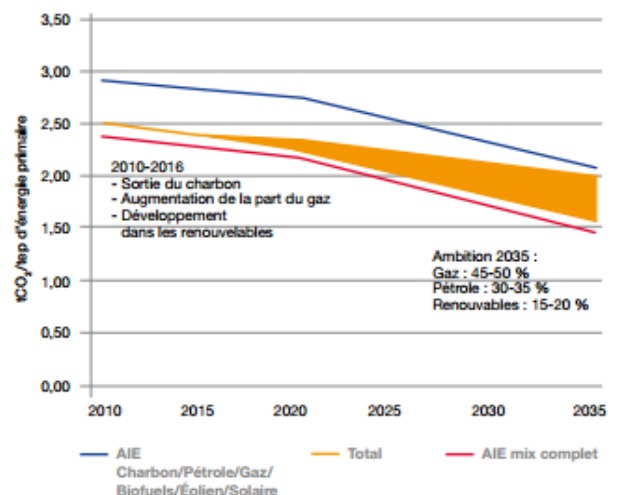
Exemple: Total

Total a publié mi-2016 un rapport détaillant l'intégration du climat dans la stratégie de croissance du Groupe.

En particulier, Total s'est attaché à comparer l'intensité carbone de l'énergie délivrée au marché avec l'intensité énergétique recommandée par l'Agence Internationale de l'Energie dans un scénario 2°C.

Des actions opérationnelles sont également proposées pour améliorer la résilience du Groupe et capter les opportunités de croissance.

Comparaison de l'intensité carbone du mix énergétique de Total et celle calculée à partir du scénario 2°C de l'AIE



« Intégrer le climat à notre stratégie », page 22

5

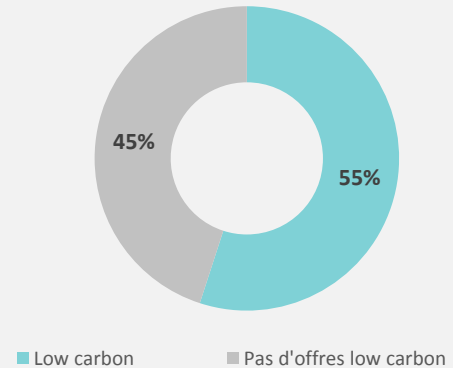
Le climat est mis en avant comme une opportunité de croissance dans une majorité des cas

55% des entreprises mettent en avant leurs solutions « bas carbone ».

La gestion des risques et l'identification d'opportunités business liées au changement climatique est un pas encore réservé aux leader sectoriels.

Les secteurs de l'automobile, de l'immobilier et de l'énergie et utilities ont généralement intégré le climat au cœur de leur business model.

Répartition des entreprises du panel mettant en avant des offres bas carbone



Secteurs leaders

Ces secteurs soulignent l'avantage climatique de leurs solutions « bas carbone »

Automobile

Immobilier & Construction

Energie et utilities

Secteurs engagés

Ce secteur commence à communiquer sur l'avantage climatique de leurs solutions

Industries intensives

Secteurs en démarrage

Ces secteurs semblent moins matures sur le sujet

Agroalimentaire

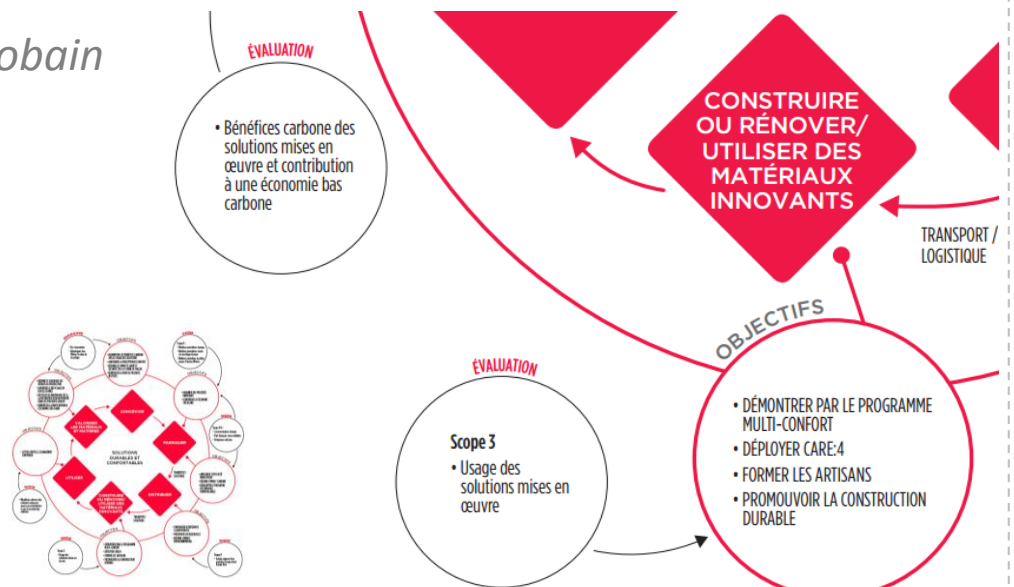
Aéronautique et rail

Santé et cosmétique


Distribution et grande consommation

Exemple: Saint-Gobain

Saint-Gobain décrit sa vision des solutions durables et confortables. Ainsi à chaque étape de chaîne de création de valeur du Groupe, on retrouve les objectifs, moyens mis en œuvre et évaluations qui définissent leur durabilité.



Chapitre 4, « Un Groupe performant et responsable », page 173 du document de référence Saint-Gobain 2016


















Cet exercice a ainsi été l'occasion pour de nombreux acteurs de s'interroger sur la robustesse de leur business model face aux impacts du changement climatique

Alexis Gazzo, Associé EY

Synthèse sectorielle



	Secteur énergies et utilities	Secteur distribution et grande consommation	Secteur automobile
<p>1. L'extension du reporting climat aux postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre du Scope 3</p> <p><i>Postes significatifs identifiés par les entreprises du panel</i></p>	 <p><i>Utilisation des produits, achats, transport amont, déchets et énergies (hors scope 1 & 2)</i></p>	 <p><i>Achats, transport amont et aval</i></p>	 <p><i>Achats, utilisation des produits, franchises</i></p>
<p>2. L'identification des risques liés au climat dans le chapitre dédié aux enjeux environnementaux dans le document de référence</p>			
<p>3. La mention, dans le rapport du Président du Conseil d'administration, de la manière dont les risques liés au climat sont gérés par l'entreprise</p>			

<p>4. L'alignement des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif 2°C, au-delà des obligations réglementaires</p> <p><i>Exemples d'objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, horizon temps et périmètre mis en place par les objectifs du panel</i></p>	 <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs valeur absolue ou MWh • Périmètre scope 1+2, transformation des produits vendus • Projection à plus de 10 ans 	 <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs en valeur absolue ou en surface de vente, CA, • Périmètre scope 1+2, transport, fluides frigorigènes, amont • Projection entre 5 et 10 ans 	 <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs par produit vendu, km ou chiffre d'affaires • Périmètre scope 1+2, utilisation des produits, empreinte globale • Projection à plus de 10 ans
<p>5. La capacité de l'entreprise à mettre en avant l'enjeu climat en opportunité de marché au-delà des obligations réglementaires</p> <p><i>Exemples d'offres « bas carbone » affichés par les entreprises du panel</i></p>	 <p><i>Smart & Low carbon cities, énergies renouvelables</i></p>	 <p><i>Produits à haute efficacité énergétique</i></p>	 <p><i>Mobilité durable, écoconception, produit à haute efficacité énergétique, moteur basse consommation</i></p>



Secteur industrie intensive

Secteur immobilier & construction

Secteur santé & cosmétique

Secteur aéronautique et rail

Secteur agro-alimentaire



Achats, Déchets, transport aval et process de produits semi-finis



Achats, transport aval, énergies (hors scope 1 & 2), Déchets et actifs loués



Achats, transport aval, déchets, utilisation des produits



Achats, Usage et fin de vie des produits, énergie (hors scope 1&2)



Achats, transport amont et aval, utilisation et fin de vie des produits



- Objectifs en matières transformées, production
- Périmètre scope 1+2
- Projection au-delà de 10 ans



- Objectifs en valeur absolue ou en m², par visiteur, chambre disponible
- Périmètres de l'exploitation et la construction
- Projection à plus de 10 ans



- Objectifs en valeur absolue ou en unité de vente / km, EBITDA
- Périmètre scope 1+2, transport
- Projection au-delà de 10 ans



- Objectifs en CA, heures travaillées, passager.km, kWh/m²
- Périmètre scope 1+2
- Projection entre 5 et 10 ans



- Objectifs en valeur absolue ou en unité de vente / km, EBITDA
- Périmètre scope 1+2, transport
- Projection au-delà de 10 ans



Produit en boucle semi-fermée, écoconception



Eco-quartiers, bâtiments bas carbone, mobilité douce



Ecoconception



Trains zéro émissions, services à émissions nettes négatives, offre d'énergie verte



Produits zéro net carbone

Se conformer à l'article 173 et adopter une stratégie climat : les questions à se poser

Diagnostic

Avez-vous identifié les principales sources d'émissions sur l'ensemble de votre chaîne de valeur?

Avez-vous conduit un exercice de hiérarchisation de ces postes en fonction de leur contribution à la facture climatique de l'entreprise? de leur exposition aux risques climat ?

Risques

Est ce que vos activités ou produits sont soumis à des risques et opportunités spécifiques associés au changement climatique : transition? réglementation? raréfaction des ressources?

Est-ce que votre chaîne de valeur est exposée à un risque avéré ou potentiel de tarification carbone (taxe, etc.), license-to-operate, obligation de reporting, etc. ?

Les dérèglements physiques des différents scénarios du GIEC peuvent-ils impacter vos opérations? Celles de vos fournisseurs ? De vos clients?

Vos activités et produits sont-ils soumis à des évolutions d'attentes sociétales liées au climat? Quels sont les attentes de vos clients sur cet enjeu?

Opportunités

Avez-vous qualifié l'avantage climatique compétitif de vos produits et services? Avez-vous identifié des axes d'optimisation et de performance opérationnelle?

Communiquez vous sur ces éléments?

Etes-vous activement engagés dans une démarche de lobbying responsable?





Stratégie

Reportez-vous ces risques et opportunités au plus haut niveau de la direction et de la gouvernance de votre entreprise?

Cette prise de conscience a-t-elle influencé votre business model et votre stratégie d'entreprise ?

Est-ce que le planning stratégique en matière d'investissements / acquisitions / formation / recrutement / lobbying, etc. intègre une stratégie de résilience aux enjeux climatiques ?



Déploiement

Avez-vous décliné votre stratégie climat en politiques vous permettant de répondre à vos enjeux ?

Cette politique contient-elle des objectifs et des actions?

Objectifs

Avez-vous des objectifs quantitatifs ? Ceux-ci couvrent-ils vos postes significatifs ? Vont-ils vous permettre de piloter votre performance? Les objectifs sont-ils compatibles avec un scénario 2°C ?


Actions

Avez-vous des actions de réduction des émissions de GES, d'adaptation, de compensation et d'évitement ? Couvrent-elles vos émissions significatifs ? Vos progrès sont-ils méthodologiquement identifiables au travers de l'évolution de vos objectifs?

Avez-vous pensé à utiliser le prix du carbone pour vos CAPEX / OPEX ? Le financement via les green bonds ? Etc.

Management

Avez-vous intégré le pilotage de l'enjeu carbone à tous les niveaux de votre entreprise ? Avez-vous modifié les fiches de postes des salariés concernés par les actions et le pilotage des objectifs ? Avez-vous intégré l'aboutissement des plans d'action et la performance de vos objectifs dans les rémunérations variables ?



Eléments méthodologiques

Méthodologie de l'étude

Les données analysées portent sur un panel de 40 entreprises du SBF 120 (dont 58% font partie du CAC40) réparties en 8 secteurs.

L'étude se base sur les documents de référence 2015 et 2016. Dans certains cas, les informations ont été complétées grâce aux réponses des entreprises au Carbon Disclosure Project (CDP).

Le panel a été constitué afin d'y intégrer 5 entreprises par secteur

Etude portant sur 8 secteurs :

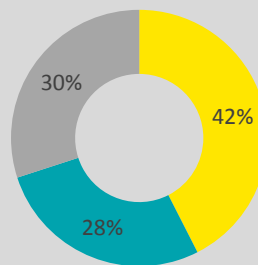
-  • Energie et utilities
-  • Industrie intensive
-  • Agro-alimentaire
-  • Santé et cosmétique
-  • Distribution et grande consommation
-  • Aéronautique et rail
-  • Automobile
-  • Immobilier et construction

40 entreprises du SBF 120 :

Accor, Air France, Airlíquide, Alstom, Biomérieux, Bouygues, Carrefour, Casino, Danone, EDF, Eiffage, Elior, Engie, Essilor, Eurotunnel, Faurecia, Gecina, Kering, L'Oréal, Lafarge Holcim, Legrand, LVMH, Michelin, Pernod Ricard, Plastic Omnium, PSA, Rémy Cointreau, Renault, Saint-Gobain, Bolloré, Sanofi, Sartorius Stedim Biotech, Sodexo, Suez, Total, Thalès, Unibail, Valeo, Vallourec, Veolia

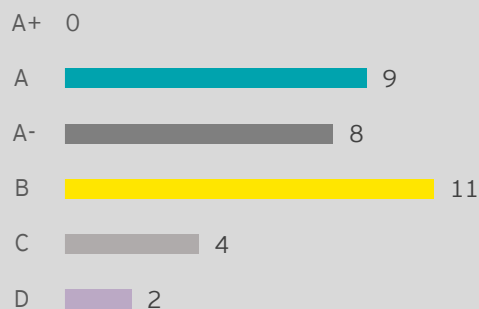
Nota: Les secteurs Banque et Assurance sont exclus du périmètre de l'étude, l'article 173 les invitant à communiquer leurs informations pour fin juin 2017

Répartition des émissions directes de gaz à effet de serre (« scope 1 ») du panel



- < 100 000 tégCO2
- entre 100 000 et 1 Million tégCO2
- > 1 Million tégCO2

Répartition des notes CDP 2015 du panel



Notes



A series of horizontal dashed lines spanning the width of the page, intended for writing notes.

Contacts



Alexis Gazzo

Associé

Tél : +33 1 46 93 63 98

Port : +33 6 07 70 72 00

Email : alexis.gazzo@fr.ey.com



Julien Perez

Senior manager

Port : +33 6 72 75 89 11

Email : julien.perez@fr.ey.com

EY | Audit | Conseil | Fiscalité & Droit | Transactions

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

Cette proposition a été établie sur la base des besoins et des informations que vous nous avez communiqués, par référence à votre contexte et en fonction de l'environnement juridique et économique actuel.

Dans ce cadre, le contenu constitue notre réponse originale élaborée à partir de nos méthodes, processus, techniques et savoir-faire. De ce fait, le contenu, ainsi que le support, sont notre propriété.

Cette proposition, réservée à votre seul usage interne, tant dans sa forme que dans son contenu, est confidentielle. Elle ne peut être divulguée à des tiers qu'avec notre accord. Elle est régie par les conditions générales d'exécution des services d'Ernst & Young en vigueur à la date de son émission.

Ernst & Young est une marque déposée au niveau mondial.

© 2017 Ernst & Young Audit

Tous droits réservés

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr/sustainability